

Communistes

www.PCF.fr

Salon de l'automobile

(p. 8)

Mobilisations sociales

Le 17 octobre et le 5 novembre faisons front tous ensemble !

(p. 3)



Vidéo

Fabien Roussel sur RTL :
salaires, retraites,
présidentielle et
voiture
électrique
populaire

Capitalisation

Le ralliement du RN à l'idée de retraite par capitalisation, qui était déjà dans l'air, se précise. *Le Parisien Dimanche* croit savoir qu'il s'agit dans la tête de Marine Le Pen d'une capitalisation « obligatoire », et ce journal parle de « petite révolution ». BFM y voit une « volte-face », un nom que Google définit ainsi : « changement brusque de position très fréquent en politique ». Le dictionnaire *Robert*, parle, lui, de pirouette, cabriole, dérobade, retournement. Autant de gymnastique qui pourrait provoquer chez les élus RN quelques courbatures. Au fait, une dernière enquête indiquerait le RN (un peu) en baisse, comme quoi la capitalisation, ça ne paie pas. ☺

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

16 octobre, à partir de 17h45 : Veillée du Souvenir en hommage aux 50 Otages, intervention du Comité du Souvenir, évocation artistique « Garde la flamme » de Claudine Merceron par le Théâtre d'ici ou d'ailleurs. Monument aux 50 Otages et à la Résistance, Nantes (44)

18 octobre, à partir de 14 h : Cérémonie officielle en hommage aux 27 fusillés de Châteaubriant, interventions de Carine Picard-Nilès, présidente de l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt, Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, et Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, évocation historique de Bernard Martin Fargier par le Théâtre des Oiseaux « Femmes résistantes de 1936, 1946 à 2026 ». Carrière des fusillés, Châteaubriant (44)

Du 22 octobre au 11 janvier : Exposition 1936/2026 Résonances, en partenariat avec le PCF, Libres comme l'art et l'Espace Niemeyer. Du mardi au samedi, de 12 h à 19 h. Entrée libre, visites de groupe sur Espace Niemeyer Siège du PCF (75019)

6 novembre, à partir de 18 h : Soirée politique et festive de la section Frontignan-Balaruc. À 18h30 débat avec Ian Brossat et ensuite repas avec notamment la paella et animation musicale avec la groupe « les Z'etourdis ». Salle de l'Aire, Frontignan (34)

MOBILISATIONS DE LA RENTRÉE

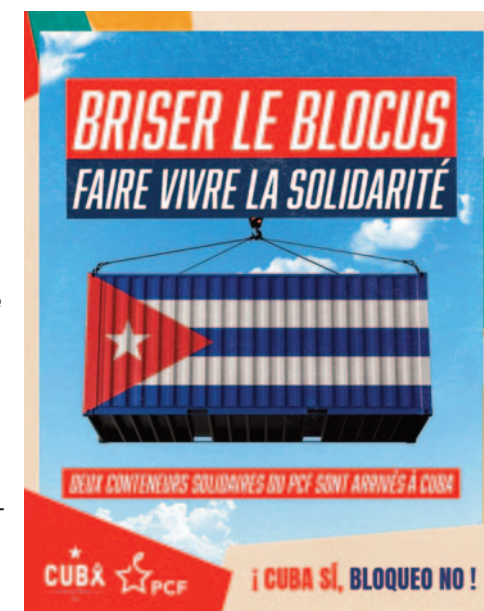
20 octobre : Mobilisation de l'UCR-CGT lors du conseil d'administration de l'Agirc-Arrco pour la revalorisation des pensions et contre leur gel.

24 octobre : Manifestation populaire, festive et antifasciste à Orléans face au congrès du RN et au lancement de sa campagne présidentielle.

5 novembre : Mobilisation nationale de la Fédération CGT de la métallurgie, avec des rassemblements consacrés à l'industrie dans sept villes.

19 novembre : Grande manifestation nationale des retraités à Paris, à l'appel de l'UCR-CGT.

25 novembre : Journée pour combattre les violences faites aux femmes (mobilisations dès le samedi 21)



Le 17 octobre et le 5 novembre faisons front tous ensemble !

Depuis deux semaines, les lycéennes et les lycéens refusent de baisser la tête. Ils demandent des professeurs devant chaque classe, des établissements dignes et la fin de Parcoursup. Rien d'extravagant. Simplement les moyens d'étudier, de choisir leur avenir et de contribuer à celui du pays.

Leur colère n'est ni passagère ni isolée. Les Jeunes Communistes ont été à l'initiative de plus de 300 blocus et présents dans des centaines d'autres établissements. Les cahiers de doléances ont fait remonter des milliers de témoignages.

Une même réalité apparaît : l'école de la République abandonne une partie de sa jeunesse.

Le gouvernement, lui, mise sur le pourrissement. Quelques annonces sur les remplacements, beaucoup de mépris, puis l'attente. Il espère que la fatigue et les vacances feront ce que la répression n'a pas réussi à faire : refermer la brèche. Et, comme toujours, il nous explique que l'État n'a plus les moyens. Vraiment ?

Cette année, 6,4 milliards d'euros supplémentaires doivent être consacrés aux armées. Le budget de la Défense atteindrait ainsi 63,4 milliards d'euros, deux fois plus qu'en 2017. Les caisses ne sont vides que lorsqu'il s'agit de recruter des enseignants, de rénover les établissements ou de garantir une formation à chaque jeune.

L'argent existe. Ils ont simplement choisi le réarmement, les marchés financiers et les dividendes. Les classes surchargées, les heures de cours perdues et les jeunes abandonnés par Parcoursup ne relèvent pas de la fatalité. Ils sont le résultat d'un choix de classe.

Mais ce choix frappe bien au-delà des lycées. Depuis la rentrée, énergéticiens, pompiers, pêcheurs, professeurs et tant d'autres se mobilisent. À chacun, le pouvoir adresse la même injonction : faire davantage avec moins, renoncer à ses droits et accepter que son travail ne permette plus de vivre dignement.

Derrière la diversité des métiers et des colères, il y a donc un même combat. Celui de celles et ceux qui font vivre le pays contre un système qui comprime les salaires, détruit les services publics et soumet nos vies aux exigences de rentabilité. Les Français ne peuvent plus et ne veulent plus subir le diktat du capital.

Le 17 octobre doit permettre de poursuivre et d'élargir la mobilisation lycéenne. Mais préparons dès maintenant le 5 novembre. Cette journée appelée par l'intersyndicale doit faire se rencontrer la jeunesse et le monde du travail, devant les lycées, dans les entreprises, les services publics et dans la rue.

Notre responsabilité de communistes est là : faire



grandir la conscience de nos intérêts communs et transformer toutes ces colères en une force organisée. Multiplions les rencontres, les assemblées et les initiatives communes. Portons partout l'exigence de salaires dignes, d'emplois utiles, de services publics renforcés et d'un ditovéritable avenir pour la jeunesse.

Le gouvernement cherche à nous isoler et à nous épuiser. Faisons exactement l'inverse. Unissons nos forces, faisons front et, le 5 novembre, faisons-les céder ! ✨

Bastien Bonnargent, MJCF
Camille Mongin, UEC

Rapport de force à gauche

« **L**e choix de Fabien Roussel peut-il redessiner le rapport de force à gauche ? » Bonne question que pose en début de semaine le site Parlons Politique. On remarque au même moment que le passage très tonique du candidat du PCF sur BFM dimanche 4 midi a suscité de nombreux échos médiatiques (OrangeActu, Libération, Boursorama, Arrêt sur images, La Provence, Sud-Ouest...), notamment son appel à soutenir et accompagner les lycéens. Notons qu'Arrêt sur images semble accorder plus d'importance aux questions des intervieweurs qu'aux réponses du candidat...

À signaler un grincheux, l'essayiste réac Nicolas Bouzou, qui n'a pas du tout aimé que Roussel critique le PDG de Total. Dans un article (L'Express) intitulé « Une leçon d'économie », il explique à ses lecteurs que Roussel n'a rien compris à la beauté du profit ! Toujours sur Total, on peut lire dans la lettre mensuelle de Liberté-Actus : « Face à l'indécence de ces profiteurs de guerre, Fabien Roussel est parvenu à imposer le thème de l'énergie et même de la nationalisation de Total dans la campagne présidentielle. Aux côtés des électriciens et des gaziers en grève, le candidat communiste a martelé la nécessité d'un « grand pôle national pour retrouver notre souveraineté énergétique et pour que le pouvoir d'achat des travailleurs puisse décoller »

Le Populaire du Centre, « clermontinfos63 » ou « connaissance des énergies » informent sur le passage (et les propositions) du leader communiste

au salon de l'élevage, à Cournon d'Auvergne.

Mardi 6, journée chargée : interview sur TFI par Amélie Carrouër, puis le candidat communiste, en compagnie des responsables de la JC, présentait à la presse son « Plan jeunesse 2027/2032 » pour permettre à chaque jeune « de se cultiver, de se former, d'être libre » (repris notamment par l'Humanité, la depeche.fr.). Sur ce thème, face à Sophie Mabrouk (BFM), Fabien Roussel insiste : « On est en train de tuer notre jeunesse. »

Le 7 octobre, la presse retient sa dénonciation du « terrorisme d'État de Netanyahu », en parallèle à celui du groupe Hamas (Le Figaro, Le Monde, Yahoo actus). Léger, léger, l'hebdo Marianne, dans sa rubrique de potins politiques, titre « Fabien Roussel, tout beau tout neuf » et, détaillant le costume et la cravate du candidat, parle de « mission relooking ». Sur le site « Le media », Marion Lopez, redevenue attentive à l'actualité du PCF, titre « Alerte : Fabien Roussel est redevenu communiste ».

La réunion de la direction communiste, ce dernier week-end, suscite de premiers échos. Ainsi « La marseillaise fr » légende une photo du candidat ainsi : « Dans la rue avant les urnes, c'est l'appel que j'ai lancé à la Fête de l'Huma. »

On signalera enfin, un peu en marge de cette revue de presse, un article de Julie Carriat du Monde (4/10) sur l'importance pour les partis d'être présents à la présidentielle, « car ne pas concourir à l'élection-reine revient à disparaître, à court ou long terme ». ★



Organigramme — responsabilités et commissions

Secrétaire national : Fabien ROUSSEL

Cabinet du secrétaire national

Directeur de cabinet	Lucas Bénech
Cheffe de cabinet et attachée de presse	Solène Bjornson Langen
Lien avec les fédérations	Véronique Mahé
Nouvelle République et Laïcité	Christian Picquet

Secrétariat du Comité Exécutif National

Cécile Cukierman	Marie-Jeanne Gobert
Christophe Grassullo	Pierre Lacaze
Véronique Mahé	Igor Zamichiei

Coordination

Coordinateur du CEN et du CN	Stéphane Bonnéry
------------------------------	------------------

Vie du Parti

Responsable de la Vie du parti	Igor Zamichiei
Développement des pratiques militantes	Fanny Chartier
Suivi des nouvelles adhésions	Sophie Delfino
Développement des cellules	Clara Gimenez
Campagnes de solidarités concrètes	Céline Lecat
Politiques des cadres	Ózer Özturun
Formation	Antonin Picquart
Dispositif Stop Violences	Delphine Jordan
Féminisation du Parti	Elsa Koerner et Elsa Siffert
Commission de médiation et de règlement des conflits	Marie-Jeanne Gobert
Archives et Mémoire du Parti : Coordination Mémoire du Parti	Guillaume Roubaud Quashie Catherine Vieu- Charier et Hoel Le Moal
Accueil Sécurité	Gwenaëlle Couenon
Vétérans	Nicolas Marchand
Maintien et développement des événements locaux	Naima Senanedj

Cliquez pour télécharger l'Organigramme



— ORGANIGRAMME DU PCF —

Suivis Régionaux

Auvergne Rhône Alpes	Christophe Grassullo
Bourgogne Franche Comté	Muriel Ternant
Bretagne	Gladys Grelaud
Centre Val de Loire	Léna Raud
Grand Est	Bora Yilmaz
Hauts de France	Léon Deffontaines
Ile de France	Ian Brossat
Normandie	Céline Brulin
Nouvelle Aquitaine	Sébastien Laborde
Occitanie	Pierre Lacaze
Pays de la Loire	Aymeric Seassau
Provence Alpes Côte d'Azur et Corse	Jérémy Bacchi

Entreprises et lieux de travail

Coordination	Frédéric Mellier
Implantation dans la fonction publique	Nadège Plaineau
Aéronautique	Stéphanie Gwizdak
PME-ETI	Jonathan Julliard

Ressources et moyens

Trésorier national	Christophe Grassullo
Coordinateur des moyens institutionnels et juridiques	Taylan Coskun
Administrateur du siège	Arnaud Lozzi

Élections

Coordination	Cécile Cukierman
	Adrien Tiberti
	Pierre Lacaze



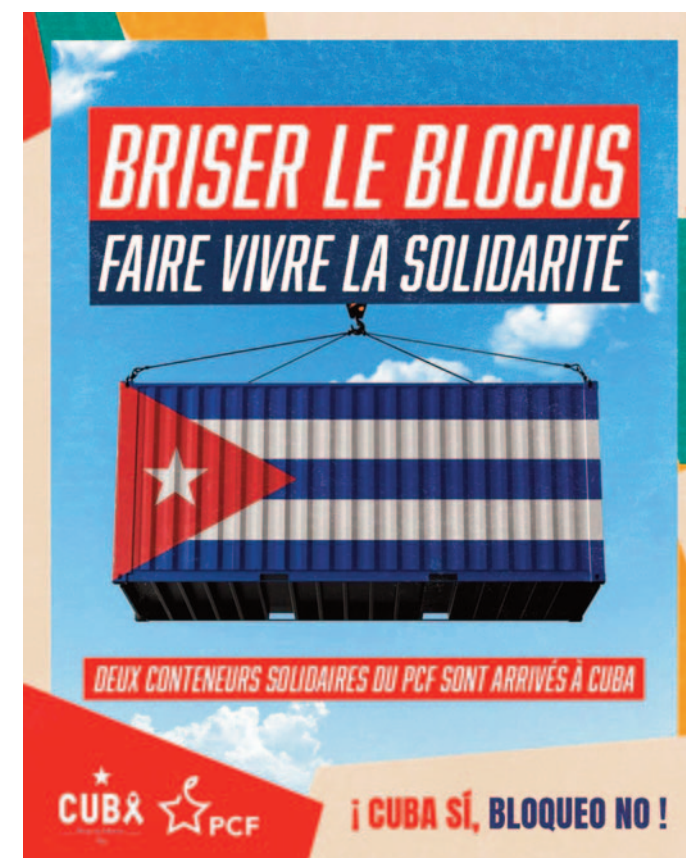
ORGANIGRAMME DU PCF

Relations extérieures	
Relations extérieures ; relations avec les groupes parlementaires et les partis ; relations avec l'Outre-Mer	Pierre Lacaze
Relations avec les syndicats	Aymeric Seassau
Lien aux associations	Marie-Jeanne Gobert
Relations avec les croyants	Pierre Crépel et André Chassaigne
Communication et bataille idéologique	
Coordination de la communication	Léon Deffontaines
Coordination du porte parolat	Ian Brossat
Promotion de l'Humanité	Nino Schillaci
Directeur de l'Humanité	Fabien Gay
Président de la Marseillaise	Léo Purguette
Mouvement des idées	Guillaume Roubaud-Quashie
Coordination des revues	Stéphane Bonnéry
Mensuel Communistes	Bénédict Dupont
Cause Commune	Guillaume Roubaud-Quashie
Progressistes	Amar Bellal et Flavien Ronteix-Jacquet
Economie et Politique	Denis Durand
Carnets Rouges	Paul Devin
International	
International, déploiement des campagnes auprès des fédérations	Charlotte Balavoine
Politique de paix et de défense ; relations avec les partenaires internationaux	Vincent Boulet
Relation avec le PGE, vice-Présidente du PGE	Hélène Bidard
Commissions thématiques et personnes ressources	
Projet	Jérémy Bacchi
Affaires sociales	Yannick Monnet
Agriculture, pêche, forêt	Jonathan Dubrulle
Culture et médias	Pierre Dharréville
Défense	Jean-Charles Schmidt
Droits des femmes – féminisme	Shirley Wirden
Droits des personnes en situation de handicap	Fatima Khallouk



— ORGANIGRAMME DU PCF —

Fier.es et révolutionnaires	Anouk Veyret
Écologie	Amar Bellal
Économie	Frédéric Boccara Personnes ressources sur la fiscalité : Jean-Marc Durand et Patricia Tejas
Économie sociale et solidaire	Maxime Picard
Éducation	Sébastien Laborde
Énergie	Helena Banton
Enseignement supérieur et recherche	Nicolas Tardits
Formation professionnelle	Sigrid Gérardin
Immigration	Assan Lakehoul
Industrie	Esteban Evrard
Justice	Léa Talrich
Logement	Sylvie Vinceneux
Loisirs et droit aux vacances	Pierre-François Koechlin
Lutte contre l'extrême droite	Maëva Durand
Lutte contre le racisme et l'antisémitisme	Bora Yilmaz
Protection de l'enfance	Véronique Sanchez-Voir
Quartiers populaires	Özer Öztorun
Réforme territoriale	Cécile Cukierman
Révolution numérique	Sébastien Elka
Ruralités	Gladys Grelaud
Santé et protection sociale	Aurore Artigue
Services publics	Muriel Ternant
Sport	Yannick Nadesan
Sécurité et tranquillité publique	Robin Salecroix
Tourisme social	Sébastien Ménesplier
Transports	Jacques Baudrier
Travail	Aymeric Seassau
Invité.es ès qualité	
Stéphane Peu	Président du groupe GDR à l'Assemblée Nationale
Cécile Cukierman	Président du groupe CRCE-K au Sénat
Philippe Rio	Président de la Coopérative des élu-es communistes, républicain-es et citoyen-nes
Bastien Bonnargent	Secrétaire général du MJCF
Camille Mongin	Secrétaire nationale de l'UEC
Guillaume Roubaud-Quashie	Président de la Fondation Gabriel Péri



PLF 2027 : La Macronie au service des intérêts du capital !

La construction d'un projet de loi de finances (PLF) est un acte très politique, les choix qui y sont faits caractérisent les objectifs du pouvoir en place. Ce PLF 2027 illustre ce que nous savions déjà, nous communistes : c'est un budget qui propose au monde du travail, à la jeunesse, aux retraité-es l'austérité comme seul horizon. Ce sont 54 Md€ de restrictions prévues, faisant de la dette et du déficit public des instruments de propagande pour attiser la peur, tétaniser les luttes et décrédibiliser les propositions alternatives.

La commission économique du Parti nous donne de nombreux éléments pour décrypter le creusement du déficit et de la dette depuis le début du quinquennat de Macron et parmi eux :

- ✚ La charge des intérêts de la dette qui est estimée en 2026 à plus de 77, Md€. Pour rappel, la France n'a pas toujours emprunté sur les marchés financiers mais la loi de 1993, qui transpose dans le droit français les dispositions du traité de Maastricht, a mis fin à toutes possibilités de financement direct de l'État par la Banque de France, l'obligeant désormais à se financer sur ces marchés. Cet endettement n'a pas servi à la mise en œuvre de politiques publiques au service du bien commun mais bien à enrichir les marchés financiers. Par exemple, ce sont plus de 100 Md€ de distribution aux actionnaires en 2025, et le patrimoine cumulé par les 500 plus gros propriétaires d'entreprises et leur famille dépasse les 1 000 Md€. Ce total a été multiplié par 6,6 entre

2003 et 2025.

- Un taux de croissance trop faible, estimé entre 0,5 et 0,7 % en 2026, taux et possible récession économique qui obéreront les finances publiques, ne permettront pas de satisfaire les besoins de la population et conduiront à recourir toujours plus à l'emprunt.

- ✚ Des cadeaux fiscaux aux plus fortunés et aux grandes entreprises qui, en cumulé, auront représenté quelque 207 milliards d'euros sous l'ère Macron selon un rapport publié par ATTAC. Sans oublier les d'aides publiques et des soutiens versés aux entreprises d'un montant de 217 mds euros (rapport de Fabien Gay).

Le Parti communiste français n'est pas dupe, il a des propositions crédibles et documentées pour un autre financement, par exemple :

- ✚ Créer un fonds d'avances pour les services publics. Un fonds de 500 Md€ sur cinq ans, à taux zéro. Il serait financé par le pôle public bancaire et servirait à assurer des dépenses publiques, pas seulement des investissements matériels mais aussi des dépenses au service du développement humain et à son intervention décisive dans la création de richesse produite par le travail.

- ✚ Nationaliser deux grands réseaux bancaires privés, BNP-Paribas et Société Générale, et réformer le statut des grands réseaux d'origine mutualiste (Crédit Agricole, BPCE et Crédit Mutuel). Au-delà de la seule propriété du capital des banques, ce sont



aussi leurs missions et les pouvoirs des salarié-es en leur sein qu'il faudra changer.

- ✚ Décider d'une grande réforme fiscale des entreprises et des particuliers pour assurer la justice fiscale et lutter effectivement contre la fraude et l'évasion fiscale (80 Md€ / an).

Alors, tous et toutes en campagne, un autre avenir est possible ! ✚

Patricia Tejas

membre du Comité exécutif national

Castelsarrasin. Les militants du PCF mobilisés au péage contre la hausse des prix

Pendant une heure lundi dernier, les militants communistes de Castelsarrasin ont distribué plus de 400 tracts et échangé avec les usagers de l'autoroute pour dénoncer la hausse des prix des péages, du carburant et de l'énergie. Pour Maximilien Reynes-Dupleix, secrétaire de la section locale, le constat nécessite des mesures fortes : « Face à la hausse des prix du carburant et aux profits réalisés par les grands groupes de l'énergie, nous défendons une autre politique : nationaliser TotalEnergies et redonner à la France les moyens de maîtriser sa politique énergétique. » Cette mobilisation s'inscrit dans le combat porté à l'échelle nationale par Fabien Roussel, candidat du Parti communiste français à l'élection présidentielle de 2027. Il est aujourd'hui le seul candidat à l'Élysée à se mobiliser sur le terrain contre le coût des péages, de l'essence et de l'énergie, et à défendre des mesures ambitieuses pour rendre du pouvoir d'achat aux Français. À ses côtés sur le terrain, Julien Sueres, conseiller municipal, a insisté sur l'urgence sociale : « Pouvoir d'achat, souveraineté énergétique, maîtrise des prix, il est temps de remettre l'intérêt général au cœur des choix. » Un discours relayé par les autres militants, à l'image de cette militante qui rappelait à un usager la nécessité « d'aller chercher l'argent chez les profiteurs, ces grandes entreprises qui ont encaissé 211 milliards d'euros ». Et d'ajouter avec conviction : « Il

n'est plus possible de prendre dans la poche des retraités, des malades, des automobilistes... »

Des échanges fructueux avec les automobilistes

Malgré la contrainte du péage, de nombreux conducteurs ont pris le temps de baisser leur vitre pour dialoguer avec les militants. Beaucoup ont témoigné de leurs difficultés à boucler les fins de mois face à l'inflation et à l'augmentation des dépenses contraintes.

Cet accueil encourageant conforte la section locale du PCF dans sa volonté de maintenir la pression

pour obtenir des réponses concrètes aux difficultés quotidiennes de la population.

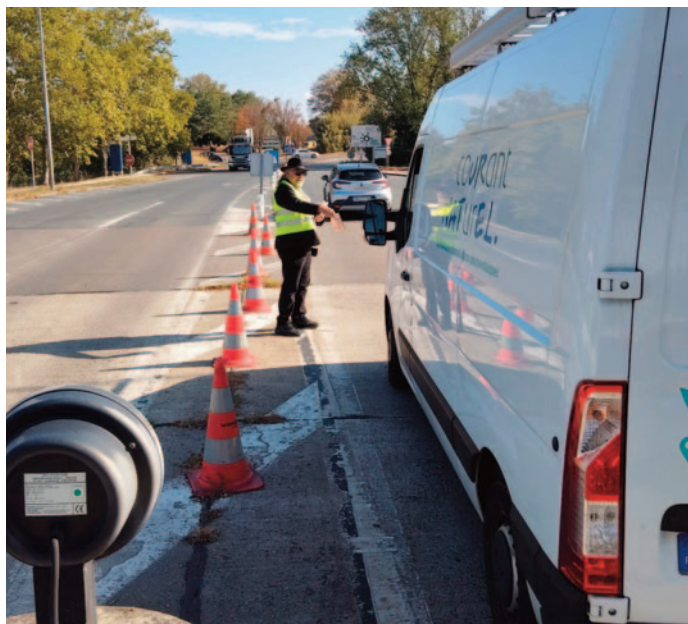
Les communistes mobilisés sur tous les fronts

Du soutien aux récentes revendications lycéennes, à leur présence régulière sur les marchés, les militants communistes multiplient les interventions auprès de la population. À Castelsarrasin comme partout en France, ils entendent faire entendre une autre voix : celle de la justice sociale, de la maîtrise publique de l'énergie et de la défense du pouvoir d'achat.

Forts des échanges de cette semaine, ils l'assurent : ce type d'opération sera renouvelé très prochainement. 🇫🇷

Julien Sueres

membre du Conseil national



Produire en France et répondre aux besoins

Le Salon de l'Automobile est une vitrine qui donne à voir de belles voitures, qui montre ce que les travailleurs sont capables d'imaginer, de conceptualiser et de fabriquer. Mais la réalité de ce qu'est devenue la filière automobile française est aux abonnés absents.

En moins de 15 ans, la filière automobile manufacturière française a perdu plus de 140 000 emplois. Les salariés français sont mis en concurrence avec les travailleurs d'Europe de l'Est, de Turquie ou du Maroc et subissent de manière récurrente des conditions sociales toujours plus dégradées. Sur les 10 voitures les plus vendues en France, seules 3 sont désormais assemblées dans l'Hexagone.

L'obsession de marges toujours plus importantes au profit des actionnaires conduit les constructeurs et équipementiers à fabriquer des voitures toujours plus grosses, plus puissantes et de plus en plus inaccessibles pour une part importante des populations et ne répondent plus aux besoins de mobilité du quotidien.

Entre 2019 et 2024, le prix moyen d'un véhicule neuf a augmenté de 41 %.

L'âge moyen du parc de voitures particulières en France et en Europe ne cesse d'augmenter (11,5 ans en France et 12,5 ans en Europe), compromettant les trajectoires de décarbonation avec ses impacts pour le climat et la santé des populations.

En intégrant l'ensemble de la chaîne de valeur, il y a nécessité de dessiner une autre trajectoire pour l'industrie automobile française visant à répondre au besoin de mobilité de tous en proposant des véhicules

abordables financièrement et soucieux du climat.

L'argent des banques et les aides publiques doivent être mobilisés pour investir, relocaliser les productions pour les segments A et B, développer une filière française de la batterie aux composants et créer des emplois qualifiés. Renault, Stellantis, Valeo, leurs sous-traitants, nos usines et surtout les travailleurs disposent des compétences pour relever ce défi.

Avec 80 % des déplacements quotidiens inférieurs à 50 km, le PCF propose de produire 1 million de petits véhicules électriques par an, accessibles à toutes et tous, à 10 000 euros à l'achat, et en prêt à taux zéro à 100 euros par mois, après aides de l'État. C'est bon pour le climat, pour le pouvoir d'achat et pour notre souveraineté.

Cela suppose de planifier les besoins et de reconsidérer la question de qui doit décider dans l'entreprise. Les travailleurs et leurs représentants doivent disposer de nouveaux droits d'intervention sur les organisations du travail, sur les investissements, les productions, l'em-

ploi, les délocalisations et l'utilisation des aides publiques.

Produire en France des voitures de segment A et B dont une voiture électrique populaire, c'est bon pour le climat, l'emploi et le pouvoir d'achat. Pour y parvenir, reprenons le pouvoir sur nos choix industriels : les besoins de la population et du pays doivent passer avant les exigences des marchés financiers. ✪

Fabien Gache



**UNE VOITURE POPULAIRE
PRODUITE EN FRANCE**

10 000€ à l'achat

ou 100€/mois

VIVRE !
FABIEN ROUSSEL
FABIENROUSSEL2027.FR

CONÇUE ET FABRIQUÉE EN FRANCE

1936 fut une année magnétique, l'année du Front populaire ! Notre hebdomadaire *Communistes* lui rend hommage en évoquant, chaque semaine de 2026, des événements survenus la semaine équivalente (ou presque) de 1936.

12/18 octobre 1936 (35) Les Brigades internationales

Le télégramme de Staline, adressé au PC espagnol, est en Une de *l'Humanité* du 17 octobre. Le texte est très court : « Les travailleurs de l'URSS ne font qu'accomplir leur devoir en apportant toute assistance possible. Les masses révolutionnaires se rendent compte que la libération de l'Espagne de l'oppression des réactionnaires fascistes n'est pas une affaire privée des Espagnols mais la cause commune de toute l'humanité avancée et progressive. Salutations fraternelles. J. Staline. »

Les formulations, concises, signifient que l'URSS abandonne le principe de la non-intervention. Une position qui sera officiellement annoncée le 23 octobre par le gouvernement soviétique.

On peut considérer que ce 17 octobre marque la date de naissance des Brigades internationales pour venir en aide à la République espagnole. (La date peut varier de quelques jours selon les livres d'histoire).

Les Brigades internationales vont opérer sur le sol espagnol d'octobre 1936 à septembre 1938. Elles se composeront de volontaires venus de 53 pays. On parle de 32 000 à 35 000 personnes (600 femmes) dont 9 000 Français (96 Françaises). Les brigades



sont organisées par langue ou nationalité et vont participer à plusieurs batailles décisives (Madrid, Jarama, Guadalajara, Èbre). 15 000 brigadistes vont mourir au combat. L'emblème des brigades est l'étoile rouge à trois branches, symbole de l'unité des ouvriers, des intellectuels et des paysans. Sous ce télégramme figure la photo d'un nouveau navire soviétique, « Ziryanine », qui vient d'entrer dans le port de Barcelone. Les premiers chasseurs

soviétiques (Polikarpov) arrivent à cette période.

La série de meetings de dirigeants communistes en Alsace/Moselle, le week-end dernier, a rencontré un réel succès ; elle a suscité de nombreux commentaires tout au long de la semaine, de vives polémiques aussi, de la part de la réaction locale qui n'a pas apprécié, de la part aussi des autorités allemandes, rendues furieuses par le discours de Maurice Thorez à Strasbourg ; ce dernier rappelait « la fraternité pour le peuple allemand » et dénonçait le programme de Hitler tel qu'il est explicité dans *Mein Kampf* (sur la France « ennemie mortelle » ou pays de « nègres. »)

On apprend (13 octobre), document à l'appui, que les patrons chocolatiers de la maison Suchard subventionnent les ligues fascistes.

En page culture, le 18, le quotidien publie de larges extraits du roman *Les beaux quartiers* « de notre collaborateur Aragon ».

Saint-Malo puis Paris ont rendu hommage à Charcot et à ses compagnons du « Pourquoi-Pas ? » ➡

Gérard Streiff

Solidarité avec la lutte du peuple d'Inde et avec les communistes indiens !



Le gouvernement d'extrême droite de Narendra Modi et du BJP s'est lancé dans une vaste opération de falsification des listes électorales comme étape d'une politique de ségrégation. Le SIR (« *Special Intensive Revision* ») couvre l'ensemble des États, à l'exception de l'Himachal Pradesh, du Jammu-Cachemire et du Ladakh. Au total, plus de 130 millions de personnes ont été exclues des listes à ce jour. Dans certains États, presque 20 % des électeurs et électrices ont été radiés. Le 23 septembre, la presse indienne s'est faite le relais de 14 objections soulevées par deux commissaires de la commission électorale centrale contre les procédures employées.

Depuis, une vague de manifestations traverse l'ensemble du pays exigeant la démission de Gyanesh Kumar, président de la commission électorale centrale, et le retrait du SIR. Près de 130 députés de la Lok Sabha (chambre basse, sur 543 députés) et 63 membres de la Rajya Sabha (chambre haute, sur 245 sénateurs) ont signé une pétition pour la démission de Kumar et dénoncent « l'obstruction volontaire d'enquêtes contre de possibles fraudes électorales, une conduite partisane et discriminatoire dans son emploi et la suppression massive



d'électeurs ».

Il s'agit d'un mouvement large, mobilisant la jeunesse dans la continuité des mouvements préexistants de protestations étudiantes et de jeunes diplômés précaires, notamment du mouvement de Jantar Mantar de juin et de juillet 2026. Le « parti des cafards », ensemble informel en constitue un élément, centré sur la lutte contre la corruption, et ayant comme point de ralliement un compte Instagram de 10 millions d'abonnés. Il est constitué sur une base sociale de jeunes diplômés sans emploi. Ce mouvement agrège la colère d'une large partie

de la population contre la politique néolibérale, autoritaire et raciste de Modi. Le retour de la jeunesse comme acteur politique ouvre des brèches et des contradictions dans une société indienne ne capitule pas face à Modi et au BJP. Il impose au parti du Congrès de sortir de son attentisme. Il donne également aux partis communistes indiens l'opportunité de faire valoir leurs positions et de faire évoluer les rapports de force dans la société indienne.

L'objet de la lutte est la souveraineté populaire. Modi, comme représentant de l'extrême droite, s'y attaque. Le mouvement, dans son caractère multiforme, la défend. L'heure est importante. Modi le sait. Il répond par la répression tous azimuts. Derrière le BJP, il y a le RSS (Union nationale des volontaires), une organisation paramilitaire d'extrême droite nationaliste hindoue qui durant la Seconde Guerre mondiale a affiché sa proximité avec les fascismes européens, très présente aujourd'hui dans la répression des manifestations.

Samedi dernier, la répression a franchi un palier très grave à New Delhi. Une majorité de membres du CC du Parti communiste indien (marxiste), qui se réunissait ce jour-là, a été arrêtée. Parmi eux figurent



des parlementaires tels que John Brittas, président du groupe à la chambre haute, et Sivadasan. Plusieurs dirigeants étudiants ont également été violemment agressés. La police a tenté de pénétrer le lieu de réunion du comité central du PCI (m). Elle a également arrêté des animateurs du « parti des cafards » qui tenaient une conférence de presse. Des journalistes qui y assistaient ont également été arrêtés. Des images de harcèlement sexuel à l'encontre de manifestantes ont circulé. Le PCF exprime sa solidarité avec le mouvement de protestation contre la politique antidémocratique de Modi. Il salue la détermination des jeunes, des étudiants, des militants et des citoyens qui se mobilisent à travers le pays, malgré la répression. Il soutient les mobilisations pour la démission du président de la commission électorale centrale, le retrait du SIR et l'abrogation de la loi régissant la

nomination des commissaires électoraux. Il est solidaire de la lutte qui, au-delà de la question des listes électorales, est celle de la protection du droit de vote, de la défense des libertés civiles et de la préservation des fondements de la citoyenneté indienne.

Le PCF réaffirme son entière solidarité avec le Parti communiste indien et le Parti communiste indien (marxiste), forces motrices de la mobilisation pour la souveraineté populaire, la démocratie et le progrès social. Héritiers des luttes contre la colonisation et de celles menées contre le nationalisme communautaire, ils portent l'exigence d'une Inde indépendante agissant pour le multilatéralisme et la paix, à rebours de la politique de Modi fondée sur le « choc des civilisations ». Il exige la libération de leurs dirigeants emprisonnés. ✪

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19°
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei (directeur), Léna Mons, Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.
RÉDACTION: Gérard Streiff /

Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info
(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA